

PLANÈTE • CLIMAT

Partout en France, des militants écologistes veulent « résister » aux projets « injustes et polluants »

A l'appel d'une centaine de collectifs locaux et d'une quinzaine d'organisations nationales, des milliers de militants ont organisé mardi une trentaine d'actions partout en France contre des projets de routes, d'autoroutes, d'extension d'aéroports, de centres commerciaux, d'entrepôts...

Par Audrey Garric

Publié aujourd'hui à 21h21, mis à jour à 22h24 · Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



L'association d'activistes écologistes Extinction Rebellion a recouvert un panneau publicitaire de son message d'appel à « Agir maintenant », lors de trois jours de manifestation autour de la porte Saint-Denis, à Paris, pour dénoncer l'inaction de la France dans la lutte contre le dérèglement climatique, le 18 avril 2022. FRANÇOIS MORI / AP

« Marche funèbre » à Saclay (Essonne) pour dénoncer la bétonisation de terres agricoles en Ile-de-France, blocage du chantier d'extension d'un poulailler industriel de près de 200 000 volailles à Lescout (Tarn)... A l'appel d'une centaine de collectifs locaux et d'une quinzaine d'organisations nationales, des milliers de militants ont organisé, mardi 26 avril, une trentaine d'actions partout en France contre des projets de routes, d'autoroutes, d'extension d'aéroports, de centres commerciaux ou encore d'entrepôts d'e-commerce. La journée, baptisée « Retour sur terres », visait à dénoncer des projets « *injustes et polluants soutenus pendant le quinquennat* » qui s'achève.

Au surlendemain de l'élection présidentielle, les manifestants appellent à mener la lutte écologiste et à « *intensifier le rapport de force* » au niveau local. « *On ne peut plus croire aux promesses du gouvernement, comme on l'a fait lors de la convention citoyenne pour le climat ou sur la loi Climat et résilience*, prévient Chloé Gerbier, cofondatrice de Terre de luttés, une association créée en juillet 2021 pour appuyer les luttes locales. *Nous devons agir nous-mêmes sur nos territoires pour empêcher la moindre infrastructure toxique.* »

Lire aussi | [La loi climat, « insuffisante » pour les uns, « transformation écologique profonde » pour les autres](#)

Ministère de la transition écologique visé

Les activistes ont aussi ciblé le ministère de la transition écologique, à Paris, en érigeant devant son entrée un mur de parpaings. « *On ne peut pas d'un côté lancer des grandes promesses de neutralité carbone et de zéro artificialisation des terres, et de l'autre autoriser et financer ces projets polluants par centaines* », avance Victor Vauquois, cofondateur de Terres de luttés. La juriste Chloé Gerbier dénonce, en outre, un amoindrissement du droit de l'environnement et un allègement des procédures d'information et de participation du public sur les projets d'aménagement lors du dernier quinquennat.

Regrettant « *la méthode employée* », le ministère de la transition écologique assure que « *le gouvernement s'est pleinement engagé dans la lutte contre l'artificialisation des sols* », en inscrivant notamment cette obligation dans la loi Climat et résilience et en abandonnant des projets « *jugés contraires à nos objectifs écologiques* », comme Europacity, l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, la

vente du site d'AgroParisTech à Grignon, le terminal T4 de Roissy, ou la mine Montagne d'Or en Guyane. Les militants, eux, arguent de la poursuite, voire de la multiplication, des projets routiers, d'entrepôts d'e-commerce ou de fermes usines.

Lire aussi : [« On n'a pas d'autre choix que de transgresser la légalité, car cette dernière est écocidaire » : la tentation radicale des militants écologistes](#)

En réaction, le mouvement de « *résistance aux projets destructeurs* » ne cesse de se renforcer. Il compte désormais plus de 400 collectifs locaux répartis sur l'ensemble du territoire – contre environ 200 en 2019, et une quarantaine en 2015 – regroupant des dizaines de milliers d'opposants, selon Terres de luttés. « *On est face à un mouvement social décentralisé qui commence à s'assumer en tant que tel* », estime Léa Sébastien, maîtresse de conférences en géographie à l'université Toulouse-II et chercheuse sur les conflits d'aménagement.

Au-delà du changement d'ampleur, elle note une évolution de la nature de ces mouvements, avec une « *alliance presque systématique entre des habitants qui veulent défendre un territoire et des militants qui veulent défendre une idée* ». Les riverains opposés à un projet, qui n'avaient souvent jamais manifesté auparavant, sont rejoints par des activistes écologistes, notamment d'Extinction Rebellion ou de Youth for Climate, des paysans, des naturalistes ou des syndicalistes, rassemblés pour des raisons différentes – le climat, la pollution, les nuisances, la destruction d'espaces naturels, la biodiversité ou la remise en cause du capitalisme. De quoi donner aux collectifs une hétérogénéité sociale, politique et d'âge qui fait défaut au mouvement climat.

« Agir sur le terrain »

« *Beaucoup de militants se lassent des marches climat, qui permettent de sensibiliser et de recruter, mais peuvent être parfois hors sol. Plutôt que de seulement appeler à agir dans la rue, on veut agir véritablement sur le terrain* », témoigne Léna Lazare, membre de Youth for Climate. D'autant que les luttes locales « *rendent le sujet du dérèglement climatique vraiment concret* », comme la sécheresse « *qui empire tous les ans dans le Marais poitevin* », là où des militants s'opposent aux projets de mégabassines.

Lire aussi : [Dans les Deux-Sèvres, les mégabassines agricoles font déborder le vase](#)

Si les luttes locales séduisent toujours davantage, c'est aussi parce que « *c'est là où l'on peut gagner des victoires* », alors que l'échelon local apparaît « *bloqué* » après la loi climat, juge Chloé Gerbier. Les militants recensent une quarantaine de projets abandonnés depuis trois ans à la suite de la

mobilisation des habitants. Loin d'être uniquement des enjeux locaux, ces luttes ont aussi « *le pouvoir de remettre en cause les politiques nationales* », avertit Victor Vauquois.

« *Les deux se nourrissent, s'articulent* », abonde Etienne Coubard, chargé de campagne surproduction aux Amis de la Terre. Les collectifs contre les grands entrepôts d'e-commerce, dont il anime la coalition, « *ont conscience que l'enjeu n'est pas l'implantation sur tel ou tel territoire, mais de stopper l'hémorragie de ces plates-formes qui artificialisent les sols, détruisent les emplois et augmentent la production* », explique-t-il. La coalition demande un moratoire sur ces implantations – rejeté lors de la loi climat – car malgré des victoires, « *on arrive juste à ralentir Amazon et les autres, on ne les stoppe pas* ». « *Cela demande beaucoup d'énergie, d'argent, c'est éprouvant* », confie Etienne Coubard, qui se félicite toutefois d'avoir « *fait progresser la bataille culturelle* » sur le sujet.

Coalitions thématiques et entraide

Face au risque de découragement, les collectifs se structurent et s'entraident. Ils se sont regroupés en une quinzaine de coalitions thématiques (sur les routes, aéroports ou jardins populaires) ou géographiques, qui leur permettent de s'échanger des conseils, des contacts ou des formations. « *Si on n'avait pas eu notre réseau, on n'aurait pas osé se lancer dans un recours juridique contre la première phase de l'extension de l'aéroport de Marseille* », reconnaît Charlène Fleury, porte-parole d'Alternatiba, et coanimatrice du réseau de luttes pour la réduction du trafic aérien, qui fédère une quarantaine de collectifs.

Lire aussi | [Les aéroports, nouvelles destinations des marches pour le climat](#)

« *On cherche à mutualiser un savoir militant pour faire masse et que les nouveaux collectifs puissent bloquer plus vite encore les projets* », ajoute Anna Tubiana, membre fondatrice du collectif SOS Oulala, opposé à la dernière section de la Liaison intercommunale d'évitement Nord de Montpellier, et membre de la toute nouvelle coalition contre les projets routiers et autoroutiers.

Cette volonté de structurer les luttes n'est pas nouvelle. Elle poursuit la dynamique lancée par le collectif [Agir contre la réintoxication du monde](#), en juin 2020, puis par les [Soulèvements de la Terre](#), un mouvement d'activistes et de paysans « *contre l'agro-industrie et l'accaparement des terres* », amorcé en février 2021, qui mène une action par mois contre un projet. « *Les projets d'aménagement sont devenus des vecteurs de politisation sur les enjeux écologistes*, note Léa Sébastien. *Il est dommage que les autorités ne se saisissent pas de la vitalité démocratique de ces collectifs, qui font des contre-propositions pertinentes, plutôt que de les réprimer.* »

Audrey Garric

